

T2 2022

RAPPORT D'ACTIONNARIAT ACTIF

*Suivi de la progression de nos engagements auprès
des sociétés et de notre action politique*

Dans ce numéro

2 Sommaire des activités

4 Pleins feux sur le thème principal : période de vote par procuration

Premier coup d'œil sur les résultats de la période de vote par procuration de 2022

5 Faits saillants de l'engagement

Le travail sur les questions de la diversité, de l'équité et de l'inclusion à **Ubisoft** ne fait que commencer; notre vote contre la rémunération du PDG à **Magna International** n'a pas empêché un engagement sain; suivi auprès de **GFL Environmental** concernant la divulgation de l'information relative au développement durable

7 Rapports d'étape

Nous partageons le succès mitigé de notre proposition d'actionnaire à **Alphabet** et examinons les progrès de **Nestlé** dans ses efforts pour réduire son utilisation de plastique.

9 Faits saillants de l'engagement des sous-conseillers

Répondre aux préoccupations liées à la sécurité à **Suncor** et à la réduction du plastique à **Transcontinental**; combler le « fossé numérique » grâce à des placements d'impact dans les titres à revenu fixe.

10 Promotion de politiques

La proposition des États-Unis sur le climat est difficile à avaler pour certains

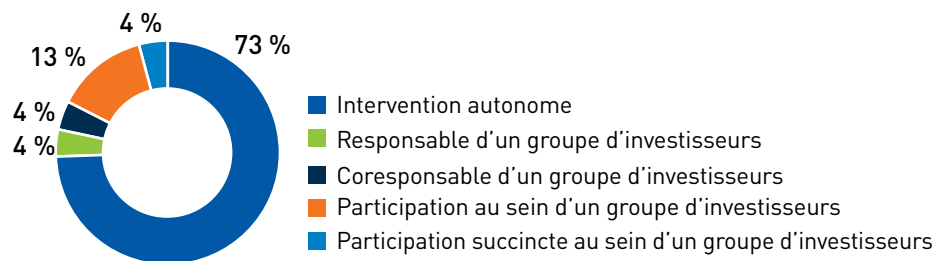
11 Faits saillants des politiques

12 Liste d'engagement auprès des sociétés

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS

Rôle de NEI en matière d'engagement

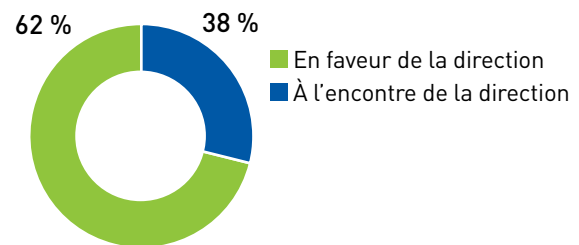
Au deuxième trimestre (période de pointe des votes par procuration), nous avons mené 81 % de nos engagements, c'est-à-dire que nous les avons menés nous-mêmes, ou que nous avons dirigé ou codirigé un petit groupe ou que nous avons collaboré avec d'autres investisseurs. Les responsables sont chargés d'établir le programme et la stratégie sur l'orientation de l'engagement ainsi que d'assurer la présidence de même que l'organisation de la correspondance et des rencontres du groupe d'investisseurs avec une société. Une grande partie de nos interventions étaient liées à des questions de gouvernance qui ont été signalées à la suite des assemblées générales annuelles. Nous avons communiqué avec les sociétés dont nous détenons au moins 1 % des actions pour expliquer nos décisions de vote et partager notre point de vue sur les bonnes pratiques de gouvernance. Un grand nombre d'interventions portaient sur le secteur de l'énergie, notamment en ce qui concerne la gouvernance, les engagements en matière de carboneutralité et les plans de transition.



Instructions de vote

Le deuxième trimestre a constitué la période de pointe des votes par procuration, soit 647 assemblées (huit fois plus que le trimestre précédent). Nous avons voté contre la direction sur 38 % des 8 780 éléments de vote.

La situation est différente en ce qui a trait aux 367 propositions d'actionnaires, car nous avons voté contre la direction dans les deux tiers des cas. Autrement dit, nous avons soutenu les propositions d'actionnaires plus souvent que nous nous y sommes opposés. Les propositions contre lesquelles nous avons voté étaient généralement considérées comme trop normatives.

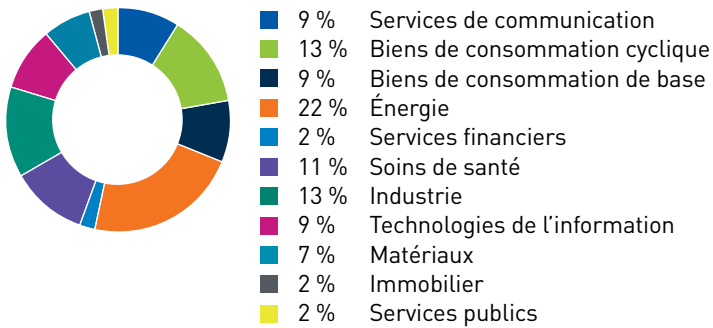


Qu'est-ce que l'actionariat actif?

Notre équipe ESG mobilise activement les sociétés dans lesquelles nos fonds investissent afin de protéger et d'accroître la valeur pour les investisseurs, tout en ayant une influence sur les responsabilités qu'endossent toutes les parties prenantes. Nous discutons directement avec les sociétés pour les informer des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance, et nous proposons des solutions qui pourraient les aider à s'améliorer. Nous votons également aux assemblées générales annuelles sur des questions comme les nominations aux conseils d'administration, la bonne gouvernance et les propositions d'actionnaires.

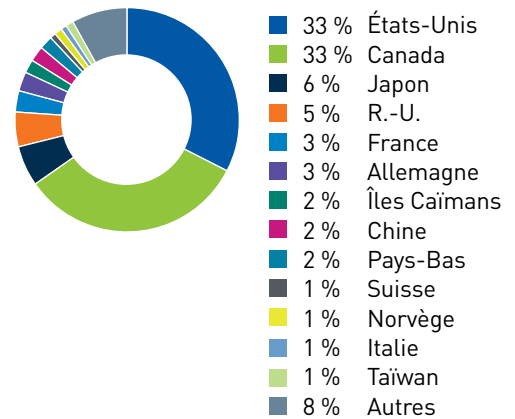
Engagement par secteur

Nous avons poursuivi le dialogue avec des sociétés de plusieurs secteurs en jouant le rôle de responsable ou de coresponsable des interventions. Au cours du trimestre, 22 % de toutes nos interventions se sont concentrées sur le secteur de l'énergie. Ces discussions ont naturellement porté sur les engagements en matière de carboneutralité et les plans de transition, ainsi que sur des questions de gouvernance. Compte tenu de la hausse des prix du pétrole et des discussions sur la sécurité énergétique, nous voulions faire le point avec les sociétés pour voir comment ces événements influent sur leurs stratégies. Nous avons également discuté avec des sociétés des secteurs des biens de consommation cyclique, de l'industrie et des soins de santé.



Votes par pays

Les deux tiers des assemblées dans lesquelles nous avons voté ont eu lieu au Canada et aux États-Unis, car la plupart des sociétés nord-américaines tiennent leurs assemblées annuelles au cours de cette période. Le nombre des assemblées des sociétés japonaises a également commencé à culminer au début de juin, ce groupe étant le troisième en importance par région, suivi des marchés européens, dont le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. 139 sociétés ont soumis des propositions d'actionnaires, dont 88 % établies en Amérique du Nord.



PERIODE DE DEVOI PAR PROCURATI

PLEINS FEUX SUR LE THÈME PRINCIPAL

Premier coup d'œil sur les résultats de la période de vote par procuration de 2022

Auteure : Hasina Razafimahefa, gestionnaire principale, Évaluations ESG et vote par procuration

Pendant la période de pointe des votes par procuration de cette année, qui dure de janvier à la fin de juin, nous avons voté dans 728 assemblées générales annuelles de sociétés du monde entier. Les changements climatiques, les inégalités et les droits de la personne demeurent les principales préoccupations des investisseurs, comme c'est le cas pour nous. **Alphabet, Amazon et Meta Platforms** ont mené le bal avec un nombre élevé de propositions d'actionnaires soumises au vote. Les paragraphes qui suivent décrivent les catégories en mettant l'accent sur les propositions d'actionnaires. Nous publierons plus d'information sur la période de vote par procuration au cours des prochaines semaines.

Difficultés pour les propositions relatives au climat

Les entreprises sont de plus en plus incitées à prendre des mesures en faveur du climat, que ce soit en fixant des cibles de réduction des émissions, en tenant des votes consultatifs sur les stratégies climatiques ou en s'engageant à atteindre la carboneutralité. Plus des deux tiers des résolutions des actionnaires axées sur les plans de transition vers la carboneutralité des sociétés visaient des institutions financières et des sociétés énergétiques. Sur les 49 propositions liées au climat sur lesquelles nous avons voté, quatre ont été adoptées. Le soutien moyen pour cette catégorie était d'un peu moins de 20 %.

Les résolutions liées au plastique ont reçu un soutien relativement plus élevé, avec une moyenne de 30 %. Nous avons fait d'importants progrès avec Amazon, où nous avons déposé conjointement une proposition demandant à la société de publier un rapport sur les mesures qu'elle prévoit prendre pour réduire son utilisation du plastique. Les documents déposés par la société montrent que la proposition a obtenu l'appui de 49 % des actionnaires, soit environ 59 % du soutien des actionnaires indépendants, ce qui est suffisant pour envoyer un message exceptionnellement fort.

Soutien croissant pour les audits d'équité

Les propositions relatives à l'inégalité, principalement axées sur les audits d'équité raciale et des droits civils, ont recueilli l'appui de la majorité d'un plus grand nombre de sociétés depuis leur apparition l'an dernier. Il y a également eu des propositions visant à améliorer la transparence en matière de diversité, d'équité et d'inclusion à différents niveaux de l'organisation, ainsi qu'à améliorer les informations publiées sur l'équité salariale et les pratiques en matière de capital humain, y compris la mise en place de congés de maladie payés et la production de rapports sur l'utilisation de clauses de dissimulation.

Victoire partielle dans le domaine des droits de la personne dans les sociétés technologiques

Une des principales demandes constamment renouvelées par les actionnaires est que les sociétés procèdent à une évaluation des impacts sur les droits de la personne, y compris dans la chaîne d'approvisionnement. Les rapports permettraient de révéler des renseignements sur certains effets liés aux droits des Autochtones, aux enfants et au travail forcé, ainsi qu'aux travailleurs migrants et aux entrepreneurs. Dans ce contexte, nous avons codirigé (au sein d'un groupe de déposants principaux) le dépôt d'une résolution sur les droits de la personne à Alphabet et participé au dépôt (nous avons soutenu le déposant principal) d'une résolution à Meta. Les résolutions n'ont pas été adoptées en raison de la structure à deux catégories d'actions de ces sociétés, laquelle donne aux initiés le contrôle majoritaire sur chaque vote. Nous sommes toutefois heureux que la proposition soumise à Alphabet ait reçu l'appui de la majorité des actionnaires indépendants. (Lire l'article sur Alphabet à la page 6.)

FAITS SAILLANTS DE L'ENGAGEMENT

Le travail sur les questions de la diversité, de l'équité et de l'inclusion à Ubisoft ne fait que commencer

Objectifs de la rencontre : en apprendre plus sur les améliorations apportées à la culture du milieu de travail et encourager la société à adopter une perspective à plus long terme à l'égard de ses initiatives en matière de diversité, d'équité et d'inclusion et de son programme d'engagement des employés.

La société française **Ubisoft** a été confrontée à des allégations de harcèlement et de discrimination qui pèsent sur le secteur des jeux vidéo. Un véritable changement de la culture du milieu de travail demande du temps et de l'engagement, et Ubisoft s'engage dans cette voie. Nous avons été heureux d'apprendre que la société a embauché de nouveaux cadres, y compris une directrice des Ressources humaines et une vice-présidente de la diversité et de l'inclusion; qu'elle est en train de mettre sur pied un programme de diversité, d'équité et d'inclusion à l'échelle mondiale qui comprend de nouvelles embauches et une formation obligatoire; et surtout, qu'elle relie la rémunération du PDG aux indicateurs en matière de diversité, d'équité et d'inclusion. Nous avons recommandé à Ubisoft d'adopter une perspective à long terme de ses activités et des renseignements qu'elle communique, et de s'efforcer d'accroître la transparence de ses rapports sur les progrès vers l'atteinte de ces objectifs.

Étapes suivantes : nous avons envoyé à la société un courriel de suivi pour souligner les points à améliorer que nous aimerions examiner avec elle, et elle y a réagi favorablement.

Le vote contre le régime de rémunération de Magna ne constitue pas un obstacle à un dialogue sain

Objectifs de la rencontre : expliquer pourquoi nous votons contre le régime de rémunération du PDG et discuter de solutions de rechange, prendre connaissance des améliorations apportées en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, et encourager une plus grande transparence dans les rapports.

Nous avons rencontré des représentants de **Magna International** à la suite d'un échange de courriels au cours duquel nous avons félicité la société pour son solide plan d'action dans la foulée du conflit entre la Russie et l'Ukraine. En ce qui a trait à la rémunération, leur justification concernant la rémunération du PDG que nous jugeons excessive est fondée sur la concurrence pour attirer les talents à l'échelle mondiale. Ils ont été réceptifs et engagés, et ils ont cherché à mieux comprendre notre position sur des idées comme la rémunération verticale. Sur le plan de la diversité, l'équité et l'inclusion, la société a souligné le travail qu'elle réalise pour se constituer un bassin de candidats aux talents diversifiés en allant les recruter dès la fin de leurs études secondaires. Nous avons encouragé la société à accroître la transparence de ses rapports, car il est actuellement difficile pour les investisseurs d'évaluer les progrès qu'elle réalise sur le plan de la diversité, l'équité et l'inclusion.

Étapes suivantes : nous codirigeons une intervention auprès de Magna par l'intermédiaire d'Engagement climatique Canada (ECC). ECC est une initiative nationale qui réunit les investisseurs et les entreprises afin de favoriser un dialogue direct sur les risques et les occasions découlant de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, ainsi que de susciter des changements organisationnels.

Maintien d'un suivi auprès de GFL sur les communications concernant le développement durable et plus encore

Objectifs de la rencontre : assurer le suivi des améliorations apportées aux informations publiées sur le développement durable et encourager la société de gestion de matières résiduelles à établir des cibles fondées sur des données scientifiques en vue d'atteindre la carboneutralité.

GFL Environmental continue d'intensifier ses efforts en matière de développement durable depuis notre rencontre de l'an dernier. Nous avons déjà parlé à la société de l'établissement de cibles liées au climat, et elle a confirmé qu'elle respectera les directives du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques lorsqu'elle publiera son rapport sur le développement durable cette année, lequel comprendra la divulgation des cibles de réduction des émissions. Nous avons également discuté du thème de la circularité et été heureux d'apprendre que la société s'est jointe au Pacte canadien sur les plastiques.

Étapes suivantes : nous dirigeons un engagement avec GFL par l'intermédiaire d'Engagement climatique Canada (ECC). ECC est une initiative nationale qui réunit les investisseurs et les entreprises afin de favoriser un dialogue direct sur les risques et les occasions découlant de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, ainsi que de susciter des changements organisationnels.

RAPPORT D'ÉTAPE : ALPHABET

Secteur

Services de communication

Thème principal; sous-thème(s)

Droits de la personne; droits numériques

Objectifs de développement durable des Nations Unies connexes



Activité d'engagement

Proposition d'actionnaire

Réactivité

Pas de réaction

État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de valeur mondial NEI; Mandat NEI actions mondiales

Les actionnaires indépendants d'Alphabet s'entendent sur la nécessité d'autres mesures en matière de droits de la personne

Objectif : inciter Alphabet, au moyen d'une résolution d'actionnaires, à mener une évaluation d'impact sur les droits de la personne

En 2022, nous avons présenté notre deuxième résolution d'actionnaires concernant la surveillance des droits de la personne à Alphabet. Nous faisons partie des principaux déposants aux côtés de Robeco et The Sustainability Group de Loring, Wolcott & Coolidge Trust, LLC. En raison de la structure à deux catégories d'actions qui donne aux initiés de la société le contrôle majoritaire sur chaque vote, la résolution n'a pas été adoptée. Cependant, nous sommes heureux d'annoncer que la majorité des actionnaires indépendants ont voté « oui ». Cela indique clairement à la société que les investisseurs veulent du changement.

Dans la résolution, nous avons demandé à Alphabet de retenir les services d'un tiers pour effectuer une évaluation d'impact sur les droits de la personne afin de déterminer dans quelle mesure la société gère efficacement les problèmes de désinformation et de désinformation. Nous voulons que les politiques et les procédures de la société dans ces domaines soient validées par une partie externe. Nous ne demandons pas à la société de créer une nouvelle politique, nous lui demandons de nous montrer à quoi ressemblait la *mise en œuvre* de son processus de diligence raisonnable en matière de droits de la personne.

Il s'agit, selon nous, de l'étape logique suivante étant donné le succès partiel de notre résolution de 2020 (nous étions un des quatre déposants principaux), dans laquelle nous avons demandé à la société d'établir un comité de surveillance du risque lié aux droits de la personne au niveau du conseil d'administration. Cette résolution n'a pas été adoptée non plus, malgré le solide soutien des actionnaires, même si nous pensons qu'elle a contribué à la décision ultérieure de la société d'ajouter la surveillance des droits de la personne aux responsabilités du comité d'audit.

Bien qu'Alphabet persiste à ne pas vouloir rencontrer les actionnaires directement, nous admettons que la société a fait des progrès notables. Par exemple, en janvier, ils ont pourvu un nouveau poste appelé vice-président principal, Technologie et société. Nous croyons qu'Alphabet prend au sérieux ses problèmes en matière de droits de la personne et nous constatons que la société consacre davantage de ressources pour les résoudre. Ce qui nous manque, c'est de la transparence à l'égard des processus de la société et la reconnaissance de ses lacunes et à faire part des mesures qu'elle prend pour y remédier.

Étapes suivantes : nous continuons de communiquer avec Alphabet dans le but de pouvoir discuter directement avec la direction sur ces sujets essentiels.

RAPPORT D'ÉTAPE : NESTLÉ

Secteur

Biens de consommation de base

Thème principal; sous-thème(s)

Carboneutralité; circularité

Objectifs de développement durable des Nations Unies connexes



Activité d'engagement

Mise à jour sur les collaborations

Réactivité

Réactions positives

État des placements (peut changer sans préavis)

Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Mandat NEI actions mondiales

Résoudre l'énorme problème des déchets plastiques, une étape à la fois

Objectif : animer une discussion productive sur les progrès de Nestlé en matière de réduction des plastiques.

Selon la [carte d'évaluation de la pollution plastique des entreprises de 2021](#) (en anglais seulement) établie par le groupe de défense des actionnaires As You Sow, toutes les sociétés ont beaucoup à faire pour inverser les effets des déchets plastiques et réduire la pollution continue. Bien que Nestlé progresse mieux que bon nombre de ses pairs, aucune société n'a obtenu la note la plus élevée de la carte. La Fondation Ellen MacArthur souligne qu'il faut en faire plus pour éliminer l'utilisation des emballages à usage unique et investir dans des solutions d'emballages réutilisables à grande échelle afin de favoriser une économie circulaire.

Dans le cadre de la Plastic Solutions Investor Alliance de As You Sow, NEI a aidé à organiser une conférence téléphonique avec Nestlé et des membres de l'alliance du Canada, des États-Unis et d'Europe. Nous avons, entre autres, demandé à Nestlé de nous parler de ses efforts pour respecter ses engagements visant à réduire son utilisation de plastique vierge et de nous faire part de ses progrès dans l'élaboration d'une stratégie d'emballages réutilisables.

Les politiques publiques sont l'un des secteurs où Nestlé se démarque à l'échelle mondiale. La société a

signé 10 des 12 pactes régionaux sur les emballages plastiques, y compris le Pacte canadien sur les plastiques. Nestlé, ainsi que d'autres sociétés et organisations, avait également demandé à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement d'élaborer un traité pour mettre fin à la pollution par le plastique, et des négociations pour établir ce traité sont en cours. La société soutient également la « responsabilité élargie des producteurs », qui exige que les fabricants, les distributeurs et les détaillants soient responsables des déchets produits par leurs produits et matériaux.

Nestlé (et toutes les sociétés) pourraient considérablement améliorer leurs capacités d'emballage réutilisable et réduire le besoin d'emballages en plastique. La société a expliqué que des projets pilotes sont menés à certains endroits, mais qu'elle se heurte à de nombreux problèmes de mise à l'échelle.

Étapes suivantes : nous prévoyons participer à des projets d'engagement continus avec Nestlé tout en surveillant ses progrès en matière de réduction des déchets plastiques.

FAITS SAILLANTS DE L'ENGAGEMENT DES SOUS-CONSEILLERS

Progrès auprès de Suncor, Winmark, Transcontinental et Parkland

QV Investors

Suncor Énergie : les administrateurs du conseil ont été réceptifs aux préoccupations exprimées par QV Investors au sujet de la sécurité des travailleurs, lors de l'assemblée de mai. Selon QV, de bons résultats en matière de sécurité sont non seulement importants pour la culture d'entreprise, mais ils sont aussi inextricablement liés à sa fiabilité opérationnelle. QV indique que la société a expliqué les changements de processus visant à régler le problème.

Winmark : QV a rencontré le propriétaire des marques de revente comme Once Upon A Child et Play It Again Sports. QV indique qu'elle a encouragé Winmark à publier plus de détails sur les facteurs pris en compte dans le calcul des salaires et des primes discrétionnaires annuels des cadres.

Transcontinental : QV observe que la société d'imprimerie et d'emballage continue d'effectuer des investissements de premier plan dans le domaine de la circularité des emballages en plastique et souligne que l'augmentation du niveau de contenu recyclé post-consommation peut aider la société à gérer les coûts des intrants tout en répondant à la demande croissante des clients pour des produits plus durables.

Parkland : QV souligne les progrès environnementaux réalisés par l'exploitant de dépanneurs et distributeur de carburant, qui a publié son premier rapport sur le développement durable l'an dernier. QV note des signes encourageants comme l'amélioration de l'information publiée sur les émissions de la société et elle est heureuse de constater que Parkland s'est fixé des objectifs pour réduire les émissions de portées 1 et 2 provenant des activités de raffinage et de commercialisation. Parkland vise également à offrir des carburants à faible teneur en carbone dans tous les marchés où elle exerce ses activités d'ici 2026.

Mise à jour sur les titres à revenu fixe d'impact

Wellington Management (à partir de 2021)

Wellington a communiqué avec des représentants d'une des principales plateformes de commerce électronique d'Amérique latine pour déterminer si l'émetteur répondait à ses critères d'impact. Grâce à des conversations et à des recherches, Wellington a établi qu'une grande part du volume brut de marchandises de l'émetteur provenait de petites entreprises. Compte tenu de cette information, Wellington est convaincue que la plateforme joue un rôle essentiel dans la réduction du fossé numérique et l'amélioration de l'inclusion financière des petits et microcommerçants en Amérique latine, ce qui renforce deux des thèmes de placement de base de la stratégie d'obligations d'impact du gestionnaire.

PROMOTION DE POLITIQUES

La proposition des États-Unis sur le climat est difficile à avaler pour certains

Auteur : Jamie Bonham, directeur, Engagement auprès des sociétés

L'évolution inéluctable vers la divulgation obligatoire des facteurs ESG se poursuit, même si la route s'annonce cahoteuse. La SEC (Securities and Exchange Commission) des États-Unis a clôturé sa période de consultation sur sa proposition visant à rendre obligatoire la divulgation de renseignements liés au climat. NEI a participé à la consultation et a été surpris par la portée et l'ambition de la proposition. Si elle est mise en place, elle constituera un tournant historique dans le domaine des facteurs ESG qui aura des répercussions partout dans le monde.

En résumé, la règle imposerait l'intégration de renseignements liés au climat dans les documents d'information financière actuellement exigés par la SEC, conformément en grande partie aux exigences du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GTIFCC). Bien que les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) aient également proposé une divulgation obligatoire des renseignements liés au climat conforme aux exigences du GTIFCC, la proposition de la SEC est beaucoup plus normative et ambitieuse. Ce différent niveau d'ambition provoquera certainement de la consternation. La SEC a demandé si les émetteurs canadiens devraient être en mesure de fournir des renseignements conformes aux normes des ACVM plutôt que de répondre aux exigences de la SEC. Nous avons laissé entendre que cela ne serait pas approprié, sauf en cas de relèvement des attentes des autorités canadiennes.

[Notre réponse](#) à la consultation de la SEC était largement favorable et soulignait l'importance d'obtenir des données fiables et comparables sur le climat auprès des émetteurs. La proposition contenait beaucoup de points qui nous ont plus, notamment l'obligation de divulguer les émissions de GES, la présentation en détail de la surveillance de la gouvernance en matière de risques climatiques, l'obligation de divulguer les plans de transition des entreprises et plus encore.

Le spectre des exigences en matière de publication d'informations liées au climat a entraîné une réaction

non surprenante, mais éclairante, des entreprises et des acteurs politiques. Le système actuel de divulgation volontaire est largement suivi dans l'ensemble des secteurs et la majorité des grands émetteurs fournissent déjà un certain nombre de renseignements. Le nombre de sociétés qui se sont engagées à atteindre la carboneutralité augmente tous les jours. Selon Just Capital, environ 25 % des sociétés de l'indice Russell 3000 ont établi une cible de carboneutralité d'ici 2050. Cependant, la menace que ces renseignements deviennent obligatoires dans le cadre des informations financières soumises à audit et juridiquement contraignantes a suscité l'indignation. Les associations sectorielles ont été particulièrement désobligeantes, demandant que ces mesures soient reportées, considérablement modifiées ou carrément abandonnées. Si la SEC va de l'avant avec la proposition existante, il est fort probable que des actions en justice suivent. La contradiction entre ce que les entreprises font déjà (p. ex., divulguer des données liées au climat et établir des cibles ambitieuses de réduction des GES) et la réaction largement négative à la consultation est choquante.

Cette réaction brutale semble refléter l'hostilité généralisée aux principes ESG qui envahit le discours américain. En vérité, la proposition dans sa forme actuelle pourrait être réduite, et toutes les sociétés qui y ont répondu ne s'y sont pas opposées. Certains des points soulevés par ses opposants méritent en effet d'être examinés. Cependant, l'écart entre les attentes des investisseurs et celles des entreprises en matière de divulgation des renseignements liés au climat est marqué.

En fin de compte, le mandat de la SEC est de protéger les investisseurs, et la vaste majorité des investisseurs ayant répondu à la consultation ont été favorables. C'est un exemple parfait qui explique pourquoi la promotion des politiques par les investisseurs est si importante. Nous espérons que les attentes des investisseurs l'emporteront et que la SEC adoptera sans tarder un règlement révolutionnaire (quoique moins rigoureux).



FAITS SAILLANTS DES POLITIQUES

Thème principal : droits de la personne

- Participation à une entrevue avec des représentants des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies et de Shift au sujet des besoins des investisseurs en matière de données sur les droits de la personne.
- Dans le cadre de l'Initiative des investisseurs pour une gestion responsable, nous avons signé une lettre à l'intention de l'Union européenne pour appuyer les améliorations apportées à la stratégie de soins de la région et indiqué que nous étions disposés à nous engager auprès des décideurs.
- Envoi au gouvernement de la Colombie-Britannique des conclusions de notre table ronde avec les investisseurs sur la mise en œuvre de la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones relativement aux lois minières de la Colombie-Britannique; demande d'une rencontre pour discuter de la stratégie de mise en œuvre de la province.

Thème principal : inégalités

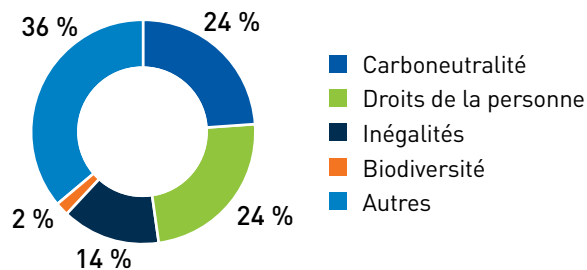
- Membre d'un groupe d'investisseurs qui a rencontré les organismes de réglementation des valeurs mobilières de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec afin d'améliorer les exigences en matière de divulgation de renseignements sur la diversité au-delà du genre.

Thème principal : carboneutralité

- Commentaires en réponse à la consultation de la Securities and Exchange Commission des États-Unis sur sa proposition de règlement visant la divulgation obligatoire d'informations relatives au climat.
- Signature d'une déclaration d'investisseurs exhortant les membres du Groupe de travail sur les solutions climatiques à demander à la Chambre de commerce des États-Unis de cesser de faire du lobbying contre les lois liées au climat et d'adopter une position proactive sur la nécessité de mettre en place une législation stricte en matière de climat.
- Signature d'une lettre d'investisseurs adressée à l'EPA, l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement, lui demandant d'adopter des normes plus ambitieuses sur les émissions des véhicules lourds

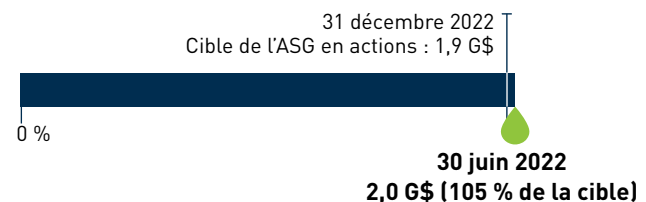
LISTE D'ENGAGEMENT AUPRÈS DES SOCIÉTÉS

Engagement par thème principal



Progrès vers la cible d'engagement pour 2022

L'objectif de NEI est de s'engager auprès des sociétés représentant au moins 30 % de l'actif sous gestion en actions d'ici la fin de 2022, en hausse par rapport à la cible de 25 % pour 2021. Au 30 juin 2022, l'ASG en actions de NEI s'élevait à 6,4 G\$, et la cible de mobilisation, à 1,9 G\$.



Liste alphabétique des sociétés mobilisées entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2022

La liste peut ne pas être exhaustive. L'état des placements peut changer sans préavis.

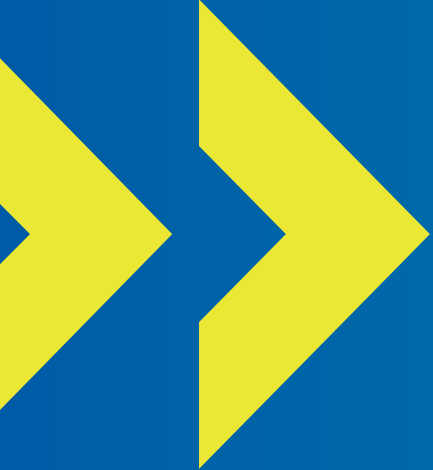
Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
A&W Revenue Royalties Income Fund	Biens de consommation cyclique	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Alibaba Group	Biens de consommation cyclique	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds des marchés émergents NEI
Alphabet	Services de communication	Droits de la personne	Droits numériques	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds de valeur mondial NEI; Mandat NEI actions mondiales
AltaGas	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
Amdocs	Technologies de l'information	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions américaines ER NEI
Amgen	Soins de santé	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI; Fonds d'obligations d'impact mondial NEI
ARC Resources	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
AstraZeneca	Soins de santé	Inégalités	Accès équitable	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI
BASF	Matériaux	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Placement liquidé
Brookfield Renewable Partners	Services publics	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Mandat NEI revenu fixe
Chemin de fer Canadien Pacifique	Industrie	Carboneutralité	Circularité des emballages en plastique; harmonisation avec le GIFCC	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
E-L Financial Corp	Services financiers	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Enbridge	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Freehold Royalties	Énergie	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI
GDI Integrated Facility	Industrie	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
GFL Environmental	Industrie	Carboneutralité	Circularité des emballages en plastique; harmonisation avec le GIFCC	Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Industries Lassonde	Consommation de base	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Information services	Technologies de l'information	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Kinder Morgan	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds de dividendes américains NEI
Logistec	Industrie	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Marathon Petroleum	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Placement liquidé
Martinrea International	Biens de consommation cyclique	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Melcor Developments	Immobilier	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Metro	Consommation de base	Carboneutralité; droits de la personne; inégalités	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes; diligence raisonnable en matière de droits de la personne; risques liés à la chaîne d'approvisionnement; diversité, équité et inclusion	Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
Meubles Léon	Biens de consommation cyclique	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
Microsoft	Technologies de l'information	Droits de la personne	Droits numériques	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Fonds leaders en environnement NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI; Mandat NEI actions mondiales
Nestlé	Consommation de base	Carboneutralité	Circularité des emballages en plastique	Fonds d'actions mondiales ER NEI; Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
Orpea	Soins de santé	s. o.	Théorie des parties prenantes de la société	Placement liquidé
Pason Systems	Énergie	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds croissance et revenu NEI; Fonds d'actions canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Premium Brands Holding	Consommation de base	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
Sanofi	Soins de santé	Inégalités	Accès équitable	Fonds d'actions internationales ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI
Sea	Services de communication	Inégalités	Capital humain	Fonds des marchés émergents NEI
Secure Energy Services	Énergie	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Shopify	Technologies de l'information	Inégalités	Diversité, équité et inclusion; théorie des parties prenantes de la société	Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
SoftBank Group	Services de communication	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de croissance mondiale NEI; Fonds de valeur mondial NEI

Société	Secteur	Thème	Sous-thème/sujet	Placements de NEI
Stella Jones	Matériaux	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Suncor Énergie	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
TC Energy	Énergie	Carboneutralité	Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition connexes	Placement liquidé
Tesla	Biens de consommation cyclique	Droits de la personne	Sanctions contre la Russie	Fonds de croissance mondiale NEI
Transcontinental	Industrie	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI
Ubisoft	Services de communication	Inégalités	Capital humain	Mandat NEI actions mondiales
UnitedHealth Group	Soins de santé	Droits de la personne	Droits numériques	Fonds d'actions américaines ER NEI; Fonds équilibré durable mondial NEI; Fonds d'actions canadiennes ER NEI; Fonds de dividendes mondial ER NEI; Mandat NEI actions mondiales
Winmark	Biens de consommation cyclique	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Winpak	Matériaux	s. o.	Gouvernance des placements importants	Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI; Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes
WSP Global	Industrie	Biodiversité; inégalités; carboneutralité	Évaluation de l'impact et de la dépendance; diversité, équité et inclusion; engagements en matière de carboneutralité et plans de transition	Fonds d'obligations canadiennes NEI; Fonds de dividendes canadiens NEI; Mandat NEI revenu fixe; Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI; Mandat NEI actions canadiennes



Communiquez avec votre conseiller dès aujourd'hui pour savoir comment les solutions d'investissement responsable de NEI peuvent vous aider à atteindre vos objectifs.

NEI

Le présent rapport est fondé sur les dossiers de NEI ainsi que sur ses recherches et ses impressions recueillies lors des échanges avec les entreprises. À moins d'indication contraire, aucune entreprise indiquée dans le présent rapport n'a examiné son contenu avant sa publication.

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. Les renseignements contenus dans le présent document sont jugés fiables, mais NEI ne garantit pas leur exhaustivité ni leur exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'un titre, d'un secteur ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur, et les risques et les incertitudes font souvent en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des renseignements ou des attentes prospectifs. Ne vous fiez pas indûment aux renseignements prospectifs.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement passé pourrait ne pas se répéter.

Placements NEI est une marque déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est le commandité de NEI S.E.C. et une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est le seul commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq centrales de caisse de crédit provinciales et au Groupe CUMIS limitée.

« Exigez plus. Comme nous. »^{MC} est une marque de commerce de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.

2200429F 07/22 AODA